

Brésil : appel à dire assez au gouvernement de Bolsonaro.



Brasilia, 26 janvier (RHC) La commission de défense des droits de l'homme Dom Paulo Evaristo Arns a convoqué ceux qui sont véritablement engagés envers la démocratie et le droit à la vie au Brésil à dire assez au gouvernement du président Jair Bolsonaro.

Dans un article publié par le journal O Globo et diffusé par d'autres médias, la commission de défense des droits de l'homme, connue sous le nom de commission Arns, insiste sur « le besoin de mettre un frein à ce gouvernement qui a causé tant de préjudices à la vie des Brésiliens et à notre démocratie »

Le texte s'adresse directement aux citoyens, aux organisations de la société civile, aux partis politiques, aux groupes d'entreprises et aux religieux et surtout aux institutions fondamentales de la République, tel que le Congrès National, le Tribunal Suprême Fédéral et le Procureur Général.

Il alerte sur les actions, les omissions et les violations commises par Bolsonaro contre les droits garantis par la Constitution qu'il a juré de défendre lors de son investiture en janvier 2019 dont le droit à la santé.

La négation de l'ancien militaire de la gravité de la maladie causée par le coronavirus SARS-Cov-2, l'incitation aux rassemblements de personnes et le non accomplissement des mesures préventives (en plus du boycott à la production et à l'obtention du vaccin), s'associent aux plus de 217 milles morts à cause de la pandémie dans le pays sud-américain.

Le président Bolsonaro , depuis le début de son mandat a approfondi la polarisation politique, en divisant le pays « en amis et ennemis » affirme une partie de l'article.

Il dénonce qu' "avec une rhétorique truculente, basée sur la cruauté contre les plus vulnérables, le racisme, l'obscurantisme et l'exaltation de la violence, des armes et de la dictature, il attaque tous les jours les piliers fondamentaux de notre République, tel qu'apparaît dans l'article numéro 1 de la Constitution ».

Les auteurs du texte critiquent l'organisation de forces de sécurité de la part du gouvernement pour satisfaire les intérêts personnels du président et de sa famille.

Par ailleurs, il signale « l'omission honteuse » que fait le Procureur Général, Augusto Aras, sur l'enquête de délits de droit commun attribués au représentant de l'extrême-droite.

La commission met également en cause la politique extérieure du ministre des Affaires Étrangères Ernesto Araujo, la qualifiant de chaotique en raison de son hostilité contre plusieurs pays. Ceci a provoqué entre autres, le retard dans l'obtention des vaccins contre la maladie.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/245720-bresil-appel-a-dire-assez-au-gouvernement-de-bolsonaro>



Radio Habana Cuba